

Das am 30. September 1938 in Genf zur Unterzeichnung aufgelegte Protokoll über die Abänderung der Präambel und der Artikel 1, 4 und 5 sowie der Anlage der Völkerbundssatzung¹⁾

Vorbemerkung. Das Protokoll ist auf Anregung des britischen Delegierten Butler zustande gekommen, der es nicht für zweckmäßig hielt «que le Pacte qui, dans son esprit, est essentiellement un instrument possédant une existence propre, demeure, à l'heure actuelle, incorporé exclusivement dans divers traités élaborés après la guerre»²⁾. Infolgedessen regte er an, die Vorschläge des Juristen-Komitees aus dem Jahre 1937 sowie die von diesem entworfene Resolution³⁾, die sich mit der Frage der Trennung der Satzung von den Friedensverträgen befassen, anzunehmen. Die Anregung des britischen Vertreters wurde ohne Debatte angenommen. Nur der rumänische Delegierte Pella wiederholte seinen früheren Vorbehalt in bezug auf den Einfluß einer Satzungsänderung auf die Friedensverträge⁴⁾ und fügte hinzu, daß der Völkerbund nicht zuständig sei, über eine Änderung — und sei sie auch nur formeller Art — der Struktur der Friedensverträge zu verhandeln, da die vertragschließenden Teile allein diese Zuständigkeit besäßen. Die Versammlung genehmigte am 30. September 1938 zwei Resolutionen, durch die die Vorschläge des Juristen-Komitees, die bestimmte Abänderungen des Wortlautes der Satzung betrafen, angenommen wurden. Die zweite Entschliebung enthielt die vorzunehmenden Änderungen, die in das Protokoll aufgenommen wurden. Die erste Resolution, die von dem erwähnten Juristen-Komitee verfaßt wurde, lautet folgendermaßen:

«L'Assemblée,

Considérant que, quel que soit le procédé par lequel les différents Etats ont pu entrer ou peuvent entrer dans la Société des Nations, le Pacte constitue pour tous les Membres de la Société la charte commune qui règle leurs rapports en vue de développer la coopération entre eux et de leur garantir la paix et la sûreté;

Considérant que le Pacte a eu, dès le premier jour, une vie propre se manifestant notamment:

- 1° Par son objet qui est de créer une institution permanente;
- 2° Par l'existence d'une Assemblée et d'un Conseil au moyen desquels s'exerce l'action de la Société des Nations;
- 3° Par le procédé d'admission dans la Société des Nations établi par le Pacte;
- 4° Par la faculté conférée aux Membres de la Société des Nations d'amender le Pacte conformément à la procédure de l'article 26;

Considérant que les Membres de la Société des Nations jouissent des mêmes droits, quels que soient l'époque et le mode de leur entrée dans la Société des Nations;

¹⁾ Völkerbundsdokument A. 79 (I). 1938. V (abgedruckt in Actes de la 19^e Ass., séances plénières, S. 145). Der Kursivdruck bezeichnet die Abänderungen.

²⁾ Völkerbundsdokument A. 78. 1938. VII (Actes de la 19^e Ass., VI C., S. 104).

³⁾ Vgl. v. Nostitz-Wallwitz, diese Zeitschrift Bd. VIII, S. 144.

⁴⁾ Vgl. v. Nostitz-Wallwitz, aaO. S. 148.

Désireuse, après avoir ainsi énoncé ces caractères essentiels du Pacte, de dissiper certaines équivoques découlant de quelques termes employés dans celui-ci et dont le maintien pourrait être considéré comme un obstacle à l'entrée d'autres Etats dans la Société des Nations;

Constatant que, pour atteindre ce but, il convient d'introduire dans le Pacte, selon la procédure de l'article 26, certains amendements qui n'en affectent ni le sens permanent ni l'esprit, et pour lesquels elle espère pouvoir obtenir le prompt accord des gouvernements;

Estimant que les amendements envisagés correspondent au désir d'élargir la Société des Nations;

Décide:

1^o De recommander aux gouvernements des Etats membres la prompte ratification du Protocole (document A. 79(1).1938.V) contenant les amendements susvisés;

2^o De prier le Secrétaire général de porter la présente résolution avec le texte desdits amendements à la connaissance des Membres de la Société et des Etats non membres que le Conseil désignera.»¹⁾

Der Rat beschloß, diese Entschließungen der Versammlung folgenden Nichtmitgliedstaaten zur Kenntnis zu bringen: Deutschland, Japan, Brasilien, den Vereinigten Staaten von Amerika, Costarica, Guatemala, Honduras und Nicaragua²⁾.
v. Gretschaninow.

PROTOCOLE RELATIF AUX
AMENDEMENTS AU PRÉAMBULE
ET AUX ARTICLES PREMIER,
4 ET 5, AINSI QU'À L'ANNEXE
DU PACTE

La dix-neuvième session ordinaire de l'Assemblée de la Société des Nations, sous la présidence de Son Excellence M. Eamon DE VALERA, assisté de M. Joseph AVENOL, Secrétaire général, a adopté, dans sa séance du 30 septembre 1938, la résolution suivante, comportant les amendements ci-dessous au préambule et aux articles premier, 4 et 5, ainsi qu'à l'annexe du Pacte.

PRÉAMBULE

Le préambule sera rédigé comme suit:

«*Attendu que*, pour développer la coopération entre les nations et pour leur garantir la paix et la sûreté, il importe

PROTOCOL FOR THE AMENDMENT
OF THE PREAMBLE, OF
ARTICLES 1, 4 AND 5, AND OF
THE ANNEX TO THE COVENANT

At its nineteenth ordinary session, the Assembly of the League of Nations, under the presidency of His Excellency Mr. Eamon DE VALERA, with M. Joseph AVENOL, Secretary-General, adopted at its meeting of September 30th, 1938, the following Resolution for the amendment of the Preamble, of Articles 1, 4 and 5, and of the Annex to the Covenant.

PREAMBLE

The Preamble shall read as follows:

“In order to promote international co-operation and to achieve international peace and security

¹⁾ Actes de la 19^e Ass., pl., S. 143.

²⁾ Journ. Off. 1938, S. 878.

«d'accepter certaines obligations de ne pas recourir à la guerre,

«d'entretenir au grand jour des relations internationales fondées sur la justice et l'honneur,

«d'observer rigoureusement les prescriptions du droit international, reconnues désormais comme règle de conduite effective des Gouvernements,

«de faire régner la justice et de respecter scrupuleusement toutes les obligations des Traités dans les rapports mutuels des peuples organisés,

«*Le present Pacte a été adopté pour instituer la Société des Nations.*»

ARTICLE PREMIER

Le paragraphe 1 de l'article premier est supprimé.

Le paragraphe 2, qui deviendra le paragraphe 1, sera rédigé comme suit:

«1. Tout Etat, Dominion ou Colonie qui se gouverne librement et qui ne fait pas partie de la Société des Nations peut en devenir Membre si son admission est prononcée par les deux tiers de l'Assemblée, pourvu qu'il donne des garanties effectives de son intention sincère d'observer ses engagements internationaux et qu'il accepte le règlement établi par la Société en ce qui concerne ses forces et ses armements militaires, navals et aériens.»

Le paragraphe 3 actuel deviendra le paragraphe 2.

ARTICLE 4

Le paragraphe 1 sera rédigé comme suit:

«1. Le Conseil se compose des Membres de la Société qui y siègent à

“by the acceptance of obligations not to resort to war,

“by the prescription of open, just and honourable relations between nations,

“by the firm establishment of the understandings of international law as the actual rule of conduct among Governments, and

“by the maintenance of justice and a scrupulous respect for all treaty obligations in the dealings of organised peoples with one another,

“*This Covenant has been adopted for the establishment of the League of Nations.*”

ARTICLE I

Paragraph 1 shall be struck out.

Paragraph 2 shall become paragraph 1 and shall read as follows:

“1. Any fully self-governing State, Dominion or Colony *not being a Member of the League of Nations* may become a Member thereof if its admission is agreed to by two-thirds of the Assembly, provided that it shall give effective guarantees of its sincere intention to observe its international obligations, and shall accept such regulations as may be prescribed by the League in regard to its military, naval and air forces and armaments.”

Paragraph 3 shall become paragraph 2.

ARTICLE 4

Paragraph 1 shall read as follows:

“1. The Council shall consist of *Members of the League of Nations*

titre permanent *, ainsi que d'autres Membres qui y siègent à titre temporaire. Ces derniers sont désignés librement par l'Assemblée et aux époques qu'il lui plaît de choisir.»

*) (Les Membres de la Société qui siégeaient à titre permanent à la date du 30 septembre 1938 étaient: le Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, la France, l'Italie et l'Union des Républiques soviétiques socialistes.)

Le paragraphe 2 sera rédigé comme suit:

«2. Outre les Membres de la Société ayant un siège permanent, le Conseil peut, avec l'approbation de la majorité de l'Assemblée, désigner d'autres Membres de la Société dont la représentation sera désormais permanente au Conseil. Il peut, avec la même approbation, augmenter le nombre des Membres de la Société qui seront choisis par l'Assemblée pour être représentés au Conseil.»

ARTICLE 5

Le paragraphe 1 sera rédigé comme suit:

«1. Sauf disposition expressément contraire du présent Pacte ou d'accords conférant certaines attributions à la Société des Nations, les décisions de l'Assemblée ou du Conseil sont prises à l'unanimité des Membres de la Société représentés à la réunion.»

ANNEXE

La partie 1 de l'Annexe est supprimée.

Les soussignés, dûment autorisés, déclarent accepter, au nom des Membres de la Société qu'ils représentent, les amendements ci-dessus.

Le présent Protocole restera ouvert à la signature des Membres de la

entitled to a permanent seat on the Council, and of other Members entitled to a temporary seat thereon. The latter shall be selected by the Assembly from time to time in its discretion."*

*) (The Members of the League entitled to a permanent seat on the Council on September 30th, 1938, were: the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland, France, Italy and the Union of Soviet Socialist Republics.)

Paragraph 2 shall read as follows:

"2. In addition to the Members of the League that have a permanent seat, the Council may, with the approval of the majority of the Assembly, name additional Members of the League whose Representatives shall always be members of the Council; the Council with like approval may increase the number of Members of the League to be selected by the Assembly for representation on the Council."

ARTICLE 5

Paragraph 1 shall read as follows:

"1. Except where otherwise expressly provided in this Covenant or by agreements conferring certain powers on the League of Nations, decisions at any meeting of the Assembly or of the Council shall require the agreement of all the Members of the League of Nations represented at the meeting."

ANNEX

The first part of the Annex shall be omitted.

The undersigned, being duly authorised, declare that they accept the above amendments on behalf of the Members of the League which they represent.

The present Protocol shall remain open for signature by the Members

Société; il sera ratifié et les ratifications seront déposées aussitôt que possible au Secrétariat de la Société.

Il entrera en vigueur conformément aux dispositions de l'article 26 du Pacte.

Une copie certifiée conforme du présent Protocole sera transmise par le Secrétaire général à tous les Membres de la Société.

FAIT à Genève, le trente septembre mil neuf cent trente-huit en un seul exemplaire dont les textes français et anglais feront également foi et qui restera déposé dans les archives du Secrétariat de la Société.

Le Président de la dix-neuvième session de l'Assemblée:

Le Secrétaire général:

of the League; it shall be ratified and the ratifications shall be deposited as soon as possible with the Secretariat of the League.

It shall come into force in accordance with the provisions of Article 26 of the Covenant.

A certified copy of the present Protocol shall be transmitted by the Secretary-General to all Members of the League.

DONE at Geneva, on the thirtieth day of September, one thousand nine hundred and thirty-eight, in a single copy, of which the French and English texts are both authentic and which shall be kept in the archives of the Secretariat of the League.

The President of the nineteenth session of the Assembly:

Eamon de Valéra.

The Secretary-General:

J. Avenol.

[Es folgen die Unterschriften der Delegierten von 33 Mitgliedstaaten.]

Die britische und die französische Erklärung vom 13. Februar 1939 zur Genfer Generalakte vom 26. September 1928

1. Schreiben des britischen Auswärtigen Amtes an den Generalsekretär des Völkerbunds vom 13. Februar 1939¹⁾

Foreign Office,

Sir,

London, February 13, 1939.

I AM directed by Viscount Halifax to inform you that His Majesty's Government in the United Kingdom of Great Britain and Northern Ireland have had under consideration the fact that under Article 45 (1) and (2) of the General Act for the Pacific Settlement of International Disputes drawn up at Geneva on the 26th September, 1928, the next period of five years for which the Act runs, in the absence of denunciation, commences on the 16th August next.

2. His Majesty's Government in the United Kingdom remain firmly attached to the principle of the pacific settlement of international disputes, and they would be most unwilling to make use of their right to terminate their participation in the General Act as from next August. They recall, however, that in the Memorandum on the proposed accession of His Majesty's Govern-

¹⁾ Cmd. 5947. Miscellaneous No. 2 (1939).